

VIÊT-NAM

République socialiste du Viêt-Nam

CAPITALE : Hanoï

SUPERFICIE : 331 041 km²

POPULATION : 75 124 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Trần Duc Luong

CHEF DU GOUVERNEMENT : Phan Van Khai

LANGUE OFFICIELLE : vietnamien

PEINE DE MORT : maintenue

VIÊT-NAM

Plusieurs dizaines de prisonniers d'opinion sont restés en détention tout au long de l'année et les restrictions imposées aux prisonniers récemment libérés sont devenues de plus en plus sévères. Les dissidents politiques et les religieux contestant la politique gouvernementale ont été soumis à une surveillance et à des actes de harcèlement ; leurs libertés fondamentales, notamment leur liberté d'expression, ont été bafouées. Plus de 20 personnes, qui pourraient être des prisonniers d'opinion, ont été condamnées à des peines d'emprisonnement. Le gouvernement restait opposé à la venue d'observateurs indépendants des droits humains et a vivement réagi à un rapport des Nations unies qui dénonçait l'absence de liberté religieuse au Viêt-Nam. À la suite d'un débat sur le recours à la peine de mort, les amendements au Code pénal qui ont été votés en décembre ont réduit le champ d'application de la peine capitale. De très nombreuses condamnations à mort ont été prononcées et des personnes ont été fusillées en public.

Contexte

Les responsables de la formation au pouvoir, le Parti communiste vietnamien (PCV), étaient apparemment de plus en plus inquiets au sujet des critiques formulées à l'encontre de leur parti et de l'État. À la suite de la publication, en janvier, d'une lettre d'un haut dignitaire du parti, le général Tran Do, qui critiquait la politique gouvernementale et appelait à des réformes, les restrictions ont été renforcées à l'égard de toutes les personnes critiquant le gouvernement ou soupçonnées de le faire. Réagissant aux scandales concernant la corruption de responsables locaux, en particulier dans la province de Thai Binh, le Parti communiste a lancé à l'intention de ses propres membres une campagne d'autocritique s'étalant sur deux ans, mais il a annoncé que les premiers résultats de cette initiative étaient décevants. L'Assemblée nationale a poursuivi ses travaux de réformes législatives. Toutefois, aucune avancée n'a été constatée au sujet de certains points essentiels du Code pénal qui limitent les droits humains du peuple vietnamien.

Interdiction d'accès au territoire

Les restrictions imposées par le gouvernement en matière d'accès au territoire national et d'information étaient telles qu'il a été très difficile de recueillir des renseignements indépendants et impartiaux sur la situation des droits humains. Étant donné que les groupes locaux n'étaient pas autorisés à surveiller la situation des droits humains et que les observateurs internationaux s'étaient vu interdire l'accès au territoire vietnamien, on pouvait craindre que la population ne demeure exposée à des atteintes cachées des droits humains. En mars, le rapporteur spécial des Nations unies chargé d'étudier la question de l'intolérance religieuse a publié un rapport sur la visite qu'il avait effectuée au Viêt-Nam en octobre 1998. À la suite de la publication de ce rapport, qui soulevait un certain nombre de points très préoccupants, un porte-parole du gouvernement vietnamien a déclaré : *« Les individus et organisations qui viennent au Viêt-Nam pour y mener des activités relatives aux droits humains ou à la religion et qui s'immiscent dans les affaires internes du pays ne seront plus admis ».*

Prisonniers d'opinion

Plusieurs dizaines de prisonniers d'opinion et de personnes susceptibles d'être considérées comme tels étaient toujours en détention. Certains d'entre eux étaient très âgés et en mauvaise santé.

✓ Le professeur Nguyen Dinh Huy, soixante-sept ans, président fondateur du Mouvement pour l'unification du peuple et l'édification de la démocratie, était toujours détenu dans un camp où les conditions de vie étaient réputées néfastes. Arrêté en novembre 1993, il avait été condamné en août 1995 à quinze ans d'emprisonnement.

vietnamien ». La plupart d'entre elles appartenaient au Parti d'action populaire (PAP), basé à l'étranger, et avaient été illégalement expulsées du Cambodge vers le Viêt-Nam en décembre 1996 (date depuis laquelle elles étaient détenues sans jugement). Toutes ces personnes étaient susceptibles d'être considérées comme des prisonniers d'opinion et l'on peut craindre que leur procès n'ait pas été conforme aux normes internationales d'équité.

Harcèlement d'adversaires du gouvernement

Les dissidents politiques et les religieux en désaccord avec la politique des autorités ont été en butte à une répression de plus en plus vive en 1999. C'était notamment le cas de plusieurs anciens prisonniers connus, qui avaient été libérés en 1998 à la faveur d'une amnistie.

✓ Nguyen Dan Que, un médecin qui a passé dix-huit des vingt dernières années en prison et qui a continué d'exprimer publiquement ses convictions politiques non violentes après avoir été libéré en août 1998, a fait l'objet de mesures d'isolement décrétées par les autorités. Sa ligne téléphonique a été coupée et son accès à Internet supprimé. Son courrier a été intercepté et des membres de sa famille ont été convoqués au poste de police local pour y être interrogés sur ses activités.

Peine de mort

Après que le recours fréquent à la peine capitale eut fait l'objet d'un débat public en début d'année, les amendements au Code pénal qui ont été votés en décembre par l'Assemblée nationale ont réduit le champ d'application de la peine de mort. Au mois de janvier, le Premier ministre Phan Van Khai aurait déclaré qu'il était personnellement favorable à une réduction du nombre des exécutions et qu'il n'aimait pas le recours à des pelotons d'exécution. Ce point de vue était partagé, selon certaines informations, par le président de la République, Trần Duc Luong. Cela n'a pas empêché la condamnation à mort d'environ 200 personnes ni l'exécution de 8 condamnés en 1999 (les chiffres réels étaient vraisemblablement beaucoup plus élevés). Les exécutions, par fusillade, se sont déroulées en public. Les victimes, qui avaient les yeux bandés, étaient attachées à un poteau en bois ; dans certains cas, elles étaient bâillonnées après qu'un citron eut été placé dans leur bouche. Les familles n'étaient pas prévenues, mais on leur demandait de venir chercher, deux ou trois jours plus tard, les affaires des détenus exécutés. L'inquiétude suscitée par l'usage de la peine capitale était d'autant plus vive que les procès étaient régulièrement iniques, et donc susceptibles de déboucher sur des erreurs judiciaires irréparables.

Visites d'Amnesty International

Les demandes écrites que nous avons adressées aux autorités vietnamiennes en vue d'obtenir l'autorisation de nous rendre sur place sont restées sans réponse. Au mois de janvier, des représentants d'Amnesty International ont rencontré une délégation officielle vietnamienne en visite en Suède.

Pour en savoir plus

République socialiste du Viêt-Nam. Un nouveau débat sur la peine de mort ? (index AI : ASA 41/04/99).